Le défi brésilien

Le Gouvernement brésilien se déclare fermement disposé à utiliser les licences obligatoires

- VIH/Sida - Accès aux ARV et aux soins - Par pays - Brésil -

AMS-OMS : LE BRESIL DEFEND DES ANTIRETROVIRAUX MOINS CHERS

La licence obligatoire pour les antiretroviraux. Le Bresil peut faire appel a la licence obligatoire des patentes des antiretroviraux si les prix des laboratoires internationaux empechent l'acces des bresiliens seropositifs a ces medicaments. Le message a ete diffuse, le mardi 17, par le Ministre de la Sante, Humberto Costa, dans son discours (ci-dessous les versions en portugais, anglais et espagnol) a la 58eme Assemblee Mondiale de la Sante, a Geneve, Suisse.

Discours de Son Excellence Monsieur le Ministre d Etat de la Sante, Humberto Costa, a l occasion de la 58eme Assemblee Mondiale de la Sante, le 17 mai 2005, a Geneve.

Cette annee, le theme de la Journee Mondiale de la Sante attire notre attention vers l important probleme de la necessite d assurer la sante des enfants et des femmes. Il y encore beaucoup d espace pour reduire les morts des enfants et maternelles avec des mesures tres simples et efficaces qu il est necessaire et urgent d universaliser pour tous ceux qui n y ont pas encore accede. Dans notre pays, nous continuons a developper des strategies pour augmenter l acces aux soins de sante primaires, ayant pour but sa total universalisation. En meme temps, nous favorisons une qualification des soins des hopitaux pour reduire les morts des nouveaux-nes et des femmes.

Un autre sujet fondamental a etre examine par cette Assemblee, est l approbation du nouveau Reglement Sanitaire International, presque 10 ans apres le debut de sa revision. Tous les etats-membres s impliquerent dans un constructif processus d actualisation du RSI pour donner au monde un instrument adequat pour faire face aux nouveaux defis lances par la possibilite de dissemination internationale rapide des maladies. Le nouveau RSI nous donnera les conditions appropriees pour l opportune detection des risques et une meilleure organisation de la reponse nationale et internationale a fin de les detenir.

Le theme relatif a l usage nocif de l alcool met definitivement sur l ordre du jour de la sante mondiale la necessite de developper des politiques publiques qui puissent faire face a cette croissante menace pour proteger les segments les plus vulnerables de la societe. Au Bresil, le Ministere de la Sante est en train d installer un reseau d unites specialisees dans l attention aux usagers de l alcool et d autres drogues dans toutes les grandes villes bresiliennes, et, en meme temps, nous dirigeons un groupe interministeriel, qui implique les ministeres de la Justice, des Finances, du Gouvernement et de l Education, pour elaborer une grande politique de reduction des risques associes a la mauvaise utilisation de l alcool. Ce groupe presentera, dans quelques mois, le resultat de son travail au President de la Republique, Luiz Inacio Lula da Silva, et nous sommes surs que cette nouvelle politique sera l un des marques fondamentales de son gouvernement dans le secteur sante.

Finalement, Monsieur le President, il est important que tous les etats-membres et l Organisation Mondiale de la Sante revisent et perfectionnent continuellement la reponse donnee a l un des plus grands problemes actuels de sante publique, l epidemie de VIH-SIDA. Il est necessaire, d abord, d assurer que les mesures de prevention sont adoptees sur la base d evidences scientifiques consistentes, evitant des positions intolerantes et preconÃ§ues.

Apres, assumer des positions plus efficaces pour assurer l acces des personnes infectees aux antiretroviraux. Des restrictions economiques empechent encore que la plupart des infectes des pays en developpement aient acces meme aux medicaments de premiere generation. Le but de trois millions en traitement en 2005 doit etre actualise et des nouvelles strategies adoptees pour que l on puisse surmonter la devastatrice situation actuelle et utiliser les technologies deja disponibles pour sauver des vies qui se perdent par milliers.

Le Bresil se trouve en ce moment face a un defi de grande importance. Notre politique d assurer l acces universel a tous les antiretroviraux disponibles affronte des risques pour sa soutenabilite future, a cause des prix eleves des nouveaux medicaments proteges par des patentes. Sa croissante utilisation, pour substituer les medicaments plus anciens qui comptent deja avec une production nationale, a surcharge, de maniere presque insupportable, le budget du Ministere de la Sante. Pour satisfaire, cette annee, les 156 mille personnes en traitement avec des antiretroviraux, nous dumes augmenter notre budget en 50% par rapport aux depenses de 2004. Cette annee, nous allons depenser US$322 millions pour l acquisition des antiretroviraux, 80% desquels pour des medicaments importes.

C est pour cette raison que, en considerant notre ferme determination de maintenir et augmenter l actuelle politique bresilienne, le Ministere de la Sante a envoye au mois de mars une sollicitation de concession de licence volontaire aux trois laboratoires qui detiennent presque deux tiers du total d achats d ARVs importes. Nous sommes en plein travail de negociation pour obtenir cette licence volontaire et parvenir, en une annee, a la fabrication de ces medicaments au Bresil, avec une economie estimee de 50%.

Cependant, le Gouvernement bresilien est fermement dispose a utiliser toutes les flexibilites possibles de l Accord Trips et de la Declaration de Doha, meme la licence obligatoire, si c est le seul chemin qui nous reste pour assurer la soutenabilite de notre programme.

C est un probleme crucial, non seulement pour le Bresil, et c est pour cela que je suis sur que ce processus interesse a tous les etats-membres qui, comme nous, veulent construire un environnement aux regles economiques stables, mais toujours subordonnees au dessein superieur d eviter que le cadre catastrophique du SIDA continue a se reproduire et assurer l acces des personnes aux technologies capables de sauver leurs vies.

Merci